

Jeudi 30 Octobre, Panel 3 : Perspectives et défis pour l'Évaluation en contexte de Développement

Note de synthèse du Panel 5 : Place des femmes dans l'Évaluation et le développement, par Nathalie MANGA

Rappel des objectifs du panel :

1. Discuter comment la perspective genre en évaluation peut améliorer la compréhension des rapports sociaux hommes/femmes ainsi que des inégalités de genre et de leur coût socioéconomique et de développement;
2. Présenter les théories et les cadres méthodologiques en matière d'évaluation sensible à l'égalité des sexes et fondée sur les droits de l'homme et l'équité;
3. Discuter des problématiques et de la contribution de l'évaluation aux politiques publiques et programmes sensibles au genre;
4. Présenter et discuter de bonnes pratiques et d'approches innovantes pour promouvoir l'évaluation sensible au genre et au développement.

•Faits saillants - Messages clés :

Nous avons dans notre panel introductif, Prof SAKHO socio anthropologue, Enseignant à l'UGB et Odile FAYE secrétaire exécutive de l'AFARD qui sous la modération du Prof Ndiaye ont introduit le thème en insistant sur l'importance des contextes

La plupart des **conventions régionales et internationales** qui ont vocation à lutter pour l'égalité des sexes ont été ratifiées en Afrique, toutefois en l'absence d'un instrument d'appréciation il est difficile de donner la mesure exacte de l'écart entre les engagements internationaux et les réalisations effectives au plan national.

Par ailleurs le constat des travaux est la faible intégration de l'égalité de genre dans la conception des stratégies réduction de la pauvreté en Afrique et dans leur mise en œuvre :

- Prisme quasi-économiste ; conçues sur la base de diagnostics statistiques ; avec les femmes noyées dans des catégories comme « stock de capital humain » ou « groupes vulnérables »
- **Rapports sociaux de sexe qui pourtant ont une influence notoire sur la pauvreté y sont rarement élucidés ;** négliger les ancrages (historiques, sociaux, symboliques, idéologiques, etc. du problème sociétal à prendre en charge
- Absence d'un cadre de collecte de données désagrégées par sexe, prédominance de l'information quantitative

● **Apprentissages :**

Nécessité **d'une démarche évaluative genrée** dans la conception et la mise des politiques publiques avec certes des informations quantitatives désagrégées selon le sexe pour mesurer l'ampleur des problèmes à résoudre mais aussi des appréciations qualitative pour comprendre les problèmes et intégrer leur déterminants sociaux.

- Il nous faut comprendre si les changements espérés se sont produits - une question de politiques publiques, souvent peu considérée - ; Mesurer le bien-être des bénéficiaires et permettre l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et donnant une attention particulière aux résultats pour fixer les objectifs nationaux et internationaux en matière d'égalité de genre
- Nous avons également beaucoup appris sur les mesures que nous avons donc trouvés peu adaptés et souvent incomplètes :
- Nous sommes interrogés si l'IDISA (l'indice de Développement et des Inégalités de Sexe en Afrique) pouvait constituer une bonne base. Cet indice comprend 2 composantes l'indice de la condition de la Femme ICF (43 indicateurs) et le tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBFA) (couvre des questions de natures qualitatives
- Nous avons plaidés pour l'intégration du travail domestique dans les comptes nationaux :
- Nous avons appris qu'il est important d'intégrer et de former les femmes qui de part le nombre et leur diverses organisations sont un creuset d'Evaluation des politiques publiques ; ceci serait d'ailleurs valables pour les groupes d'hommes
- Nous également partagé sur une pratique d'ÉVALUATION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LA LÉGISLATION, LA CONCEPTION ET L'APPLICATION DES STRATÉGIES ET POLITIQUES NATIONALES DE BONNE GOUVERNANCE au Burundi et qui bien généralisable

● **Défis de capitalisation et perspectives**

- Sur les approches quantitatives
- Et Bien évidemment sur les approches qualitatives

● **Actions à prioriser pour le RFE (à retravailler pour serier) :**

- Présence des femmes comme évaluatrices
- Méthodes /outils qui permettent la participation des femmes à l'Evaluation y compris leur formation à l'Evaluation (Evaluation formative pour les femmes)
- Promouvoir l'IDISA c'est un bon point de départ mais il y a besoin d'adaptation notamment une meilleure inclusion/mesure des questions des perceptions des représentations de genre

- Valorisation de la représentation sociale dans l'Évaluation/Indicateurs
- Valorisation du travail domestique dans les comptes publics; ne pas le faire est une injustice: le travail domestique c'est aussi un job. Réaliser pour cela des enquêtes spécifiques permettant d'appréhender la valeur du travail domestique en promouvant notamment des enquêtes budget/temps : **Avant le prochain sommet nous voulons faire un exercice de prise en compte et de valorisation du travail domestique dans certains pays francophones (FIFE et partenaires)**
- Mécanismes appropriés de prise en charge de l'équilibre genre dans les politiques publiques notamment en intégrant des indicateurs de genre dans les politiques publiques et en prenant en compte des déterminants sociaux
- Dans l'ambition de contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes, les évaluateurs devraient donc chercher à comprendre les causes fondamentales des cycles d'inégalités des sexes qui perpétuent la pauvreté, tout en plaidant pour leur transformation sociale. Pour cela ils doivent amener les Etats à prendre en compte l'intégration du genre dans les politiques publiques mais aussi s'engager à mener des évaluations prospectives et rétrospectives.
- La Société civile, à travers les organisations de femmes peut jouer un rôle fondamental dans la mise à disposition des sources d'information et la dissémination des résultats de l'évaluation ainsi que dans le plaidoyer auprès des décideurs pour accroître l'accès des femmes au pouvoir de décisions, aux droits et aux opportunités.